

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Marie MASSART

Organismes Extérieurs - Principe de la transformation de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La société TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) immatriculée au RCS le 19 mars 1979, avec un capital social de 4 286 K€ dans laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire majoritaire à hauteur de 46 % aux côtés de la Ville de Montpellier (9 %) et d'actionnaires privés (45 %).

La société Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM) a pour objet l'exploitation des services de transport public confiés par l'autorité organisatrice Montpellier Méditerranée Métropole, à l'intérieur du périmètre des transports urbains. TaM réalise par ailleurs toutes études et/ou infrastructures de transport, et d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre. Par ailleurs, la société réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement ainsi que le stationnement sur voirie via sa filiale TaM Voirie.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont liées à la SAEML TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir, telles que d'une part la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, qui rentre dans sa 2^{ème} phase en septembre 2021, et d'autre part les mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service ; il est apparu que les dispositions de la loi du 28 mai 2010 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'appuyer leur action sur une structure ayant le statut de Société Publique Locale (SPL) constituaient une opportunité de disposer d'un outil pleinement approprié à la poursuite de ces opérations et de nature à garantir leurs mises en œuvre dans un cadre juridique sécurisé.

En effet, depuis la loi n°2010-559 du 28 mai 2010, les collectivités locales ont la possibilité de créer des SPL permettant l'exploitation des services publics à caractère industriel ou commercial et à toutes autres activités d'intérêt général.

Une SPL dispose d'un régime similaire à celui des SAEML. Elle est régie par les dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du Code de commerce. Elle présente les caractéristiques suivantes :

- Un actionnariat exclusivement public, dont au moins deux collectivités locales ou groupements de collectivités territoriales ;
- Une activité au seul bénéfice de ses actionnaires, selon leurs propres compétences et sur leur unique territoire ;
- Un dispositif de « contrôle analogue » garantissant une maîtrise totale des collectivités actionnaires ;
- La possibilité pour chacun de ses actionnaires de conclure des contrats sans mise en concurrence au regard du caractère *in house* de la relation existante avec la SPL ;
- Elle est soumise au Code des marchés publics pour l'ensemble de ses propres achats.

La SPL s'inscrit par ailleurs pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de nouveaux partenaires publics.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent faire évoluer la SAEML TaM en SPL afin de se doter d'un outil opérationnel qui assurera, dans un but d'intérêt général, une politique de mobilité intégrée fondée sur la gestion et l'exploitation des transports urbains, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement en ouvrage, la gestion et l'exploitation du stationnement sur voirie, ainsi que la réalisation d'infrastructures lourdes pour le compte de ses actionnaires.

Ce statut permettra également d'assurer une gestion des contrats entre la Ville de Montpellier et la société de manière plus souple et juridiquement sécurisée.

Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme juridique de société anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous un nouveau statut.

Cette transformation nécessite toutefois une évolution de la composition et de la répartition du capital social, elle implique par ailleurs une adaptation des statuts de la société, la mise en place d'une charte des actionnaires et la mise en œuvre d'un contrôle analogue des actionnaires sur la société.

La procédure nécessite le rachat des 15 388 parts des huit actionnaires privés non éligibles au statut de la SPL, que sont la Caisse des dépôts et consignation, la société Transdev, la Caisse d'Epargne, la Banque populaire du Sud, le Crédit agricole, la CCI de l'Hérault, l'association CLCV. Sous réserve d'obtenir l'accord de tous les actionnaires, il est proposé que ce rachat s'opère à quasi parts égales entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, afin de pouvoir maintenir une composition de la SPL à environ 70 % pour Montpellier Méditerranée Métropole et 30 % pour la Ville de Montpellier.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL.

Les contrats liant la société TaM à la Métropole et à la Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leur exécution, et pourront bénéficier d'aménagements facilités.

L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le cadre du processus de transformation de la SAEML TaM en SPL pourra s'opérer au cours du second semestre de l'année 2021 avec la perspective d'une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2022. Un projet de modification statutaire sera proposé lors d'un prochain Conseil d'Administration de la société afin d'être présenté et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire de TaM. Le projet de modification statutaire fera préalablement l'objet d'une délibération en Conseil municipal et en Conseil de Métropole.

Par ailleurs les négociations en vue du rachat des parts avec les actionnaires privés seront engagées par les Collectivités, de manière à pouvoir opérer la transformation de la société à l'issue de ces opérations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la transformation de la SAEML TaM en SPL ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165853-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.